

WEGO!

Co-funded by the Rights,
Equality and Citizenship (REC)
Programme of the European Union



WE GO!3

FICHE INFORMATIVE

Le sous-titre

INTRODUCTION

En 2014, l'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne a publié la première enquête à l'échelle de l'UE sur la violence à l'égard des femmes, basée sur des entretiens avec 42 000 femmes concernant leurs expériences de violence physique, sexuelle et psychologique, y compris les violences conjugales. Les résultats étaient alarmants : près d'une femme sur quatre a subi des violences dans le cadre d'une relation avec un homme.

L'année suivante, le projet WE GO! Est financé par le programme européen « Droits, égalité et citoyenneté ». Ainsi, des acteur.ice.s de sept pays de l'UE ont eu la possibilité d'échanger leur savoir-faire et leurs bonnes pratiques sur la façon de soutenir l'autonomisation sociale et économique des femmes ayant subi des violences conjugales. Le projet s'est particulièrement appuyé sur l'expertise et les connaissances des centres locaux d'accompagnement, d'orientation, et d'hébergement. Ce travail a abouti à l'élaboration de recommandations ad hoc.

Le projet WE GO! 2 s'est, par la suite, inscrit dans la continuité des actions initiées par les partenaires de WE GO!1 : six organisations – dont trois ONG, deux centres spécialisés sur les violences conjugales et un institut de recherche – italiennes, espagnoles, grecques et bulgares ont poursuivi le travail entamé en 2015.

WE GO! 2 visait à élargir l'utilisation des pratiques favorisant l'autonomisation économique des femmes victimes de violences conjugales, grâce à une meilleure coordination entre tous les acteurs impliqués dans cette autonomisation, y compris le secteur privé. Les objectifs spécifiques du projet étaient les suivants :

- » Renforcement des capacités : concevoir et dispenser des sessions de formation pour renforcer la capacité des professionnel.le.s à soutenir l'autonomisation économique des femmes victimes de violences conjugales
- » Mise en réseau : tester des modèles évolutifs de coordination territoriale pour stimuler l'employabilité des femmes victimes de violences conjugales par le biais d'un écosystème local capable de leur fournir des solutions viables
- » Sensibilisation : mettre à jour les connaissances sur l'autonomisation économique des femmes victimes de violences conjugales et les partager par le biais de formations pour les entreprises, d'événements et de débats, impliquant un large éventail d'acteur.ice.s.

LE PROJET WE GO! 3

WE GO! 3 s'appuie sur les principaux résultats des projets WE GO! précédents. Il a débuté en avril 2021 et se terminera en mars 2023.

La troisième édition du projet cible quatre pays et est mise en œuvre par six partenaires :

- » ActionAid Italia, Italie
- » Istituto per la Ricerca Sociale (IRS), Italie
- » Center for Sustainable Communities Development, Bulgarie
- » Rel.Azioni Positive Società Cooperativa Sociale, Italie
- » Fondation agir contre l'Exclusion (FACE), France
- » Women's Center of Karditsa (WCK), Grèce

WE GO! 3 vise à accroître la capacité des réseaux locaux à favoriser l'indépendance socio-économique des femmes victimes de violences conjugales par la conception et l'adoption de politiques du travail sensibles au genre.

Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :

- » Renforcer la capacité des centres d'accompagnement, d'orientation et d'hébergement et des services de soutien à influencer les processus institutionnels sur les questions liées à l'autonomisation socio-économique des femmes victimes de violences conjugales ;
- » Augmenter la participation active des entreprises et du monde du travail en général dans un écosystème local afin de promouvoir l'indépendance économique des femmes victimes de violences conjugales, notamment par le biais d'opportunités de travail décent et de soutien ;
- » Améliorer les politiques qui aident les victimes de violences conjugales à surmonter les obstacles à leur autonomisation économique ;
- » Plaider pour l'intégration de politiques de soutien aux victimes de violences conjugales, d'autonomisation socioéconomique et de discrimination, tant au niveau national qu'eupéen.

Les structures spécialisées dans les violences faites aux femmes, les institutions, les entreprises, les syndicats, les agences d'emploi et de formation concevront et testeront des mesures de soutien aux femmes victimes de violences conjugales spécifiques au monde du travail. Ces mesures peuvent prendre plusieurs formes : l'adaptation des politiques d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée aux besoins spécifiques des femmes victimes de violences conjugales ; l'extension des politiques de lutte contre la discrimination aux violences basées sur le genre ; l'introduction de mesures de soutien aux femmes victimes de violences conjugales à la recherche d'un emploi ou occupant un emploi précaire.

RÉSULTATS ATTENDUS

- » 400 opérateur.rice.s de 120 centres d'accompagnement, d'orientation et d'hébergement et de services spécialisés augmenteront leurs connaissances amélioreront leurs connaissances sur les droits des femmes en matière de travail et sur les mesures disponibles pour soutenir l'autonomisation économique des femmes victimes de violences conjugales ;
- » 60 opérateur.ice.s de 12 centres participeront activement aux laboratoires politiques locaux afin de coconcevoir des politiques et des mesures pratiques pour soutenir l'autonomisation économique des femmes victimes de violences conjugales ;
- » 1800 femmes victimes de violences conjugales influenceront la co-conception de nouvelles propositions politiques et 80 d'entre elles seront soutenues dans des parcours d'autonomisation et amélioreront leurs connaissances sur les droits du travail des femmes ;
- » 15 entreprises bénéficieront de la formation en ligne développée dans le cadre du projet CEASE et 10 entreprises obtiendront le label WE GO! 2 ;
- » 200 représentant.e.s d'entreprises, de syndicats, d'agences de placement et de centres de formation participeront aux laboratoires politiques ;
- » 15 institutions participeront aux laboratoires et essais politiques nationaux afin d'acquérir le savoir-faire des processus participatifs en vue de reproduire l'approche au niveau local ;
- » 2000 professionnel.le.s seront sensibilisé.e.s aux différents concepts de l'autonomisation ;
- » Les parties prenantes nationales et européennes seront ciblées par des actions de sensibilisation et de diffusion : 4 parties prenantes de l'UE rejoindront le laboratoire politique de l'UE, 45 acteur.rice.s seront rencontré.e.s lors de réunions, 1000 parties prenantes recevront le rapport politique et 100 personnes participeront à la conférence internationale ;
- » 15 000 personnes seront sensibilisées et informées des résultats du projet.